

Le National veut six cours de répétition de trois semaines

Tribune de Genève, 18.06.2015

Le National a opté jeudi 18 juin pour ce concept, qui ne devrait pas vraiment réduire au final le nombre de jours passés sous les drapeaux.

Le Conseil fédéral avait présenté un concept de six cours de 13 jours. Mais l'idée a très mal passé. Cela n'arrange pas l'économie qui doit s'organiser pour libérer et remplacer ses employés.

La gauche et les Vert'libéraux acceptent

Treize jours ne suffisent en outre pas pour assurer la mise à niveau de l'instruction de militaires, a souligné Corina Eichenberger (PLR/AG). Le Conseil des Etats a préféré un concept de cinq cours de trois semaines. Le nombre de jours de service ne passerait alors plus de 260 à 225 mais à environ 240 jours.

Seuls la gauche et les Vert'libéraux se sont rangés derrière cette solution. Par 117 voix contre 66, le National a voulu six cours de trois semaines. Sinon, on n'arrivera pas instruire assez de soldats, a affirmé Ida Glanzmann (PDC/LU). Comme les sénateurs, la Chambre du peuple a précisé que la fin de l'obligation de servir aurait lieu douze ans après la fin de l'école de recrues.

Service long

Le PVL, soutenu par le camp rose-vert, souhaitait régler le problème par une réforme plus profonde: un service long de six mois généralisé. Au terme de celui-ci, les soldats seraient encore disponibles pendant six mois pour un engagement, puis placé en réserve pendant trois ans.

Cette option a l'avantage non seulement d'être moins coûteuse et plus efficace, mais aussi plus supportable pour l'économie, pour les étudiants et pour les familles, selon Roland Fischer (PVL/LU). Pour la droite, cela signerait l'arrêt de mort du système de milice, un pas qu'elle n'est pas prête à franchir.

Le concept a été rejeté par 119 voix contre 64. La majorité n'a pas non plus voulu supprimer le plafond fixé pour les soldats en service long (15% des effectifs totaux). L'UDC a quant à elle proposé en vain de contraindre ces militaires à rester dans l'armée non plus quatre ans mais jusqu'à leurs 32 ans.

Gauche minorisée

Pas question non plus de renoncer aux tirs obligatoires, jugés inutiles et trop chers (9 millions par an) par Roland Fischer. Sa proposition a été repoussée par 115 voix contre 67.

Toutes les autres propositions de la gauche ont subi le même échec. Les Verts et les socialistes ont émis de nombreuses critiques lors du débat d'entrée en matière. La réforme ne propose aucun progrès, selon Aline Trede (Verts/BE). «On ne va pas en direction d'une armée moderne et de petite taille».

Quelle menace ?

Au contraire, on ne fait qu'augmenter les crédits militaires même après le refus de l'avion de combat Gripen. Le camp rose-vert n'est pas favorable au recours à l'armée pour prêter main forte aux autorités civiles. Il a aussi accusé la droite d'avoir une guerre de retard. Entourée de pays amis, la Suisse n'a pas à craindre des troupes ennemies à ses frontières, selon Pierre-Alain Fridez (PS/JU).

Dans un contexte de menaces qui évolue vite, l'armée doit être capable de protéger le pays, sa population et ses infrastructures, a fait valoir Marco Romano (PDC/TI) au nom de la commission. Il sera désormais explicitement tenu compte de la cyberguerre.

La disponibilité opérationnelle de l'armée sera améliorée. Ainsi, il devrait être possible de mobiliser 35'000 soldats en dix jours, a ajouté Thomas Hurter (UDC/SH).

100'000 soldats

Le National poursuit ses discussions. Il doit notamment se prononcer sur la réduction des effectifs de 200'000 à 100'000 militaires (avec un effectif réel de 140'000 pour disposer de la marche de manoeuvre nécessaire). La droite dure refuse d'aller en dessous de 140'000 alors que le camp rose-vert veut descendre jusqu'à 80'000.

Certaines institutions pourraient vaciller. Une partie de la droite voudrait voir le poste de chef de l'armée disparaître. Et la création d'un service de médiateur risque d'être refusée.

Armée à 5 milliards

Se posera enfin la question de l'argent à attribuer à l'armée. La majorité bourgeoise a déjà imposé au Conseil fédéral un budget annuel de quelque 5 milliards. Certains aimeraient graver dans le marbre de la loi ce montant en tant que somme minimale. Pour des raisons formelles, le PLR n'est toutefois pas chaud. La gauche veut en rester à 4,4 milliards et la droite dure passer à 5,4 milliards. (
/ats/Newsnet)